

BRÈVES HEBDOMADAIRES

Russie

Une publication du SER de Moscou

Semaine du 21 avril 2025

SOMMAIRE

POLITIQUES SECTORIELLES2

Énergie2

Baisse anticipée des revenus énergétiques russes en 20252

Les exportations russes de charbon se font désormais à perte2

Industrie3

Difficultés persistantes dans le secteur de l'acier3

La production russe de machines-outils reste marginale.....3

Severgroup cherche à céder l'ancienne usine de Bosch.....4

Numérique4

Rosselkhozbank entre au capital d'Avito4

Vente partielle d'Ozon.....5

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES5

Situation des sociétés étrangères.....5

Futurs amendements législatifs encadrant le retour des groupes étrangers.....5

Propositions du patronat russe sur les conditions de retour des groupes étrangers.....6

Multiplication des enregistrements de marques occidentales.....6

Confiscation d'actifs7

Confiscation de l'usine Salavatskiy.....7

Confiscation de 12 sociétés du groupe Vector Rail7

Recettes de la privatisation d'actifs confisqués7

Banques étrangères8

Précédent de la Cour suprême en faveur de Citibank.....8

UniCredit suspend l'achat de Banco BPM.....8

Raiffeisen échoue à faire annuler une amende de 2 Md EUR9

Politiques sectorielles

Énergie

Baisse anticipée des revenus énergétiques russes en 2025

Reuters, 22 avril – Selon un document du ministère russe de l'Économie consulté par Reuters, les recettes d'exportation d'hydrocarbures pour l'année 2025 sont désormais estimées à 200,3 Md USD, soit une baisse de 15 % par rapport à 2024 (235 Md USD) et aux prévisions précédentes. Cette révision reflète la faiblesse des cours du pétrole, avec un prix du brut russe de qualité Oural tombé à 53 USD/baril en avril, son niveau le plus bas depuis 2023. Les perspectives à moyen terme sont également revues à la baisse : 220,4 Md USD attendus en 2026 (-4 % par rapport aux prévisions antérieures), 231 Md USD en 2027 (-1,1 %), puis un léger rebond à 244,1 Md USD en 2028 (+2,6 %). En revanche, l'année 2025 devrait toujours voir progresser les exportations de gaz par gazoduc (89,1 Md m³ attendus en 2025, contre 80,6 Md m³ en 2024), principalement en raison du fonctionnement à pleine capacité du gazoduc Force de Sibérie 1 vers la Chine.

Les exportations russes de charbon se font désormais à perte

Vedomosti, 24 avril – Les exportations de charbon énergétique russe sont devenues non rentables au premier trimestre 2025, même sur l'axe historiquement le plus lucratif via les ports du Pacifique. Selon le cabinet TeDo (ex-PwC Russie), le rendement net pour les livraisons depuis la région de Kemerovo a atteint -259 RUB/t en avril, contre +1715 RUB/t en décembre 2024. Cette dynamique s'explique par la baisse de 10 % des prix mondiaux du charbon à laquelle s'ajoute la forte appréciation du rouble (+19 % depuis le début de l'année par rapport au dollar américain). À moyen terme les prix du charbon thermique devraient osciller entre 96 et

125 USD/t. Affaiblie par les sanctions et une pression fiscale accrue, l'industrie charbonnière russe a perdu près de 2 100 Md RUB depuis 2022. En 2024, 50 % des entreprises du secteur étaient déficitaires.

Industrie

Difficultés persistantes dans le secteur de l'acier

Vedomosti, 23 avril – La production d'acier en Russie devrait enregistrer un deuxième recul consécutif en 2025. Selon l'agence spécialisée Rusmet, elle pourrait diminuer de 2 % par rapport à 2024, pour atteindre 68,5 Mt. Ce scénario conservateur repose sur l'hypothèse d'un maintien du taux directeur à un niveau élevé (actuellement à 21 %). En 2024, la production avait déjà reculé de 7 %. Malgré un volume d'exportations de produits sidérurgiques historiquement important (40–45 % de la production), la part destinée à l'exportation est tombée à 30–35 % en 2023. La consommation intérieure d'acier recule également, ayant baissé au premier trimestre 2025 de 13 % en glissement annuel à 9,6 Mt. Ce repli s'explique principalement par l'impact du maintien de taux d'intérêt élevés sur les secteurs consommateurs de métal, notamment la construction et la fabrication de machines.

La production russe de machines-outils reste marginale

Vedomosti, 22 avril – En 2024, les entreprises russes ont produit 11 360 machines-outils, soit plus du double qu'en 2020 (5 300 unités), mais leur part de marché reste marginale. Selon la société de conseil ATK+, les équipements d'origine étrangère représentaient encore 98,3 % des machines-outils acquises en Russie l'an dernier. Le nombre total d'unités achetées a chuté à 693 000, contre 1 million en 2023. Les importations proviennent principalement de Chine (71 % en valeur), devant Taïwan (7 %), le Japon (4 %), l'Allemagne (2,7%) ou encore l'Inde (2,4 %). Les importations japonaises et allemandes ont fortement baissé, du fait des sanctions, tandis que les importations en provenance de pays comme l'Inde ou la Turquie ont fortement progressé. Dans le

secteur de l'électronique et de la microélectronique, la dépendance vis-à-vis des machines étrangères est quasi totale. Les lignes d'assemblage reposent entièrement sur des équipements importés, les machines-outils locales étant peu intégrées.

Severgroup cherche à céder l'ancienne usine de Bosch

RBC, 25 avril – La holding Severgroup, contrôlée par l'homme d'affaires Alexeï Mordachov, a mis en vente l'usine d'électro-outillage Engels Elektroinstrumenty, située dans l'oblast de Saratov, acquise en 2024 auprès de S8 Capital avec d'autres actifs russes de Bosch. Ces derniers avaient été rachetés un an plus tôt par S8 Capital à Bosch, avant d'être rapidement revendus à Severgroup. L'usine affiche une forte baisse de chiffre d'affaires (632 M RUB en 2023, -80 % en un an) et un résultat net négatif, bien que sa valeur comptable reste estimée à 804 M RUB. Cette nouvelle cession illustre les difficultés liées à la relance industrielle des anciens actifs des groupes étrangers, entravés par la perte des marques, la fragmentation des chaînes logistiques et des incertitudes commerciales.

Numérique

Rosselkhozbank entre au capital d'Avito

Kommersant, 25 avril – La structure d'investissement de Rosselkhozbank a acquis 50 % du capital de la plateforme d'annonces Avito, auparavant contrôlée à 100 % par Kismet d'Ivan Tavrin. Rosselkhozbank était déjà impliqué dans le montage financier du rachat d'Avito en 2022. Les actionnaires envisagent désormais une introduction en bourse sur le marché russe en 2026, avec des perspectives de développement en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et dans la CEI. L'entrée d'une banque publique au capital devrait faciliter le projet d'IPO, en atténuant les risques liés aux sanctions internationales visant I. Tavrin.

Vente partielle d'Ozon

RBC, 18 avril – La holding russe Vostok Investissements, ayant hérité d'une partie des actifs du fonds Baring Vostok, a cédé sa participation de 27,7 % dans Ozon, l'un des principaux acteurs russes du commerce en ligne, pour un montant de 38,2 Md RUB en 2024. Selon la presse d'opposition russe, les repreneurs seraient soutenus par l'oligarque proche du pouvoir Youri Kovaltchouk, à l'issue d'une cession pilotée par l'administration présidentielle. Ozon est, derrière Wildberries, le deuxième acteur du commerce électronique en Russie, avec un chiffre d'affaires de 2 875 Md RUB en 2024 (+45 % sur un an) et une rentabilité en forte progression.

Environnement des affaires

Situation des sociétés étrangères

Futurs amendements législatifs encadrant le retour des groupes étrangers

Kremlin.ru, 18 avril - A l'issue de la séance plénière du syndicat patronal russe (RSPP) vendredi dernier, le président russe a donné instruction au gouvernement de définir d'ici au 15 mai les conditions encadrant le retour des groupes étrangers de juridictions jugées "inamicales" sur le marché russe. Il est notamment demandé au gouvernement de définir le cadre régissant l'achat d'actifs en Russie mais également le rachat d'actifs étrangers ont été cédés à des repreneurs russes moyennant des clauses préférentielles de rachat. Ces conditions guideront l'action de la sous-commission de contrôle des investissements étrangers, qui valide aujourd'hui les sorties de groupes étrangers mais dont il est attendu qu'elle examine également les demandes de retour au cas par cas. Une liste des groupes de juridictions "inamicales" qui ont quitté le marché

russe depuis février 2022 sera également composée à cette échéance, et sera mise à jour chaque trimestre.

Propositions du patronat russe sur les conditions de retour des groupes étrangers

Vedomosti, 15 avril - L'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP) a mis en place un groupe de travail, associant les chambres de commerce américaine et européenne, pour préparer des propositions sur les conditions de reprise des activités des investisseurs étrangers en Russie. Des exigences de localisation et de transferts de technologie sont attendues. Le RSPP s'est [en parallèle](#) exprimé contre un projet de loi élaboré par le Service fédéral antimonopole (FAS) qui durcissait les conditions d'investissement étranger dans les sociétés stratégiques, estimant inacceptablement large la définition proposée pour ces dernières.

Multiplication des enregistrements de marques occidentales

Vedomosti, 26 avril – Depuis début 2024, plusieurs grandes entreprises occidentales, qui avaient quitté le marché russe en 2022, multiplient les démarches pour protéger leurs marques auprès du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent). La presse russe se fait récemment l'écho des enregistrements de marque des groupes McDonald's (déposé en décembre 2024), IKEA ([enregistré](#) le 17 avril, avec une validité fixée jusqu'en 2033, après deux précédentes inscriptions début 2024) ou encore KIA/Hyundai (demande validée en janvier 2025 jusqu'en 2034). Dans le secteur du luxe, plusieurs maisons ont également [renforcé](#) la protection de leurs actifs : Chanel et Rolex ont prolongé l'enregistrement de leurs marques jusqu'en 2034, tandis que Louis Vuitton a obtenu l'approbation d'une marque pour la production et la vente de bijoux et de bijoux fantaisie en Russie.

Confiscation d'actifs

Confiscation de l'usine Salavatskiy

Rbc, 25 avril - En avril l'usine Salavatskiy, le plus grand producteur de catalyseurs et d'adsorbants de Russie, est devenue la propriété de l'État à la demande du bureau du procureur général. L'entreprise fait partie de PJSC Gazprom. Son bénéficiaire était l'ancien directeur de Gazprom Energo, Alexey Mityushov. En 2022, une affaire pénale de fraude avait été ouverte contre lui pour détournement de fonds de Gazprom Neftekhim Salavatskiy, et en février 2023, l'homme d'affaires avait été placé sur une liste internationale de personnes recherchées. Mityushov (détenteur de la citoyenneté lituanienne et d'un permis de résidence en Espagne) avait de fait établi un « contrôle étranger » sur des entreprises d'importance stratégique ; elles avaient été acquises à la suite de transactions non valides, estime le bureau du procureur.

Confiscation de 12 sociétés du groupe Vector Rail

Kommersant, 23 avril - 12 sociétés du groupe Vector Rail, d'une valeur marchande totale de plus de 242 Md RUB, ont été intégrées dans les recettes de l'État à la suite d'une action en justice pour corruption intentée par le bureau du procureur général. Leurs propriétaires, l'ancien vice-président des chemins de fer russes (RZD) Salman Babaev et ses fils, ainsi que leur associé Alexey Taicher, devront payer à l'État plus de 30 milliards de roubles. La supervision a prouvé devant le tribunal qu'ils ont utilisé leur travail à RZD pour effectuer un certain nombre de transactions qui n'étaient pas favorables à l'État et pour s'enrichir personnellement de manière illégale.

Recettes de la privatisation d'actifs confisqués

Izvestia, 25 avril - Selon l'Agence fédérale de gestion des biens immobiliers, en avril, les revenus de la privatisation ont déjà doublé

par rapport au plan pour l'ensemble de l'année 2025. Au cours du premier trimestre, le budget a reçu 9,5 milliards RUB sur ce poste, contre 5,5 milliards RUB prévus pour 12 mois. L'Agence n'a pas précisé à quelles entreprises elle faisait référence, mais a noté que la majeure partie de l'argent provenait de la vente d'actifs d'entreprises. La Chambre des comptes a précisé que la majeure partie de l'argent (8,5 milliards RUB) provenait de la vente de biens précédemment confisqués et d'autres biens repris par l'État.

Banques étrangères

Précédent de la Cour suprême en faveur de Citibank

Kommersant, 23 avril - Le 23 avril, la Cour suprême a donné raison à Citibank dans un procès intenté par Sovcombank. Le plaignant insistait pour que la Citibank russe et sa maison mère américaine Citibank compensent les dommages causés par le gel des 24 M USD de Sovcombank sur les comptes de Citibank en 2022. Les juridictions inférieures ont fait droit à ces demandes, estimant que la Citibank et sa structure en Russie devaient être conjointement responsables. Mais Citibank a insisté sur le fait que la filiale n'est pas responsable des actions de sa société mère. L'affaire a été portée devant le collège économique de la Cour suprême, qui a annulé les décisions des juridictions inférieures et renvoyé le litige à une nouvelle audience.

UniCredit suspend l'achat de Banco BPM

Interfax, 22 avril - Selon Reuters et Il Messaggero, le gouvernement italien exigerait qu'UniCredit quitte la Russie « dès que possible » en échange de l'approbation de l'achat de Banco BPM par la banque. UniCredit estime que les exigences des autorités italiennes peuvent restreindre la liberté et la capacité de la banque à prendre des décisions éclairées et équilibrées à l'avenir, et entraîner des conséquences imprévues. La Banque a envoyé ses commentaires aux autorités de régulation et attend leur réponse.

Raiffeisen échoue à faire annuler une amende de 2 Md EUR

Reuters, 24 avril – Le 25 avril, la cour d’appel commerciale de Saint-Pétersbourg a confirmé l’obligation pour Raiffeisen Bank International de verser plus de 2 Md EUR à la société Rasperia Trading, ex-propriété de l’oligarque sanctionné Oleg Deripaska. Cette décision confirme un jugement de janvier 2025, l’un des plus lourds prononcés contre une entreprise occidentale encore présente en Russie. Raiffeisen, premier établissement bancaire étranger opérant dans le pays, a annoncé préparer un nouveau recours devant une autre juridiction russe et une action parallèle contre Rasperia devant les tribunaux autrichiens.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou

Rédaction : Service économique régional de Moscou

Abonnez-vous : Moscou@dgtresor.gouv.fr